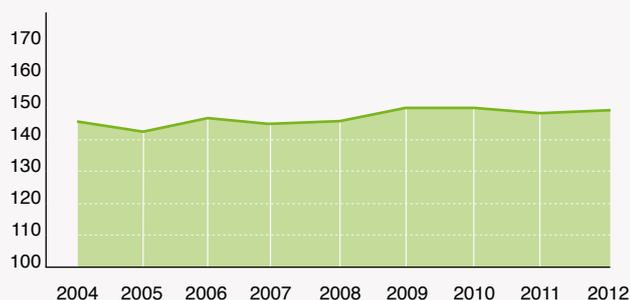


# RISK INDEX 2012 FRANCE



## Payment Index



## Développement économique

Moyenne EU27

PIB par Habitant	27155	
Croissance	0,4%	0,6%
Taux de chômage	9,9%	9,9%
Inflation	2,3%	1,6%

(Estimations pour 2012)

### Situation économique

Alors que la crise de la zone euro entame une nouvelle année, la France souffre d'un chômage croissant, d'un gonflement de la dette publique et de la perte de son triple A par l'agence Standard & Poor's. Durant l'année 2011, le déficit commercial du pays a atteint un niveau record de 69,6 milliards d'euros (59,5 milliards en 2010).

### Climat des affaires

Selon le bureau national de statistiques (INSEE), l'économie française est en déclin. L'indicateur de climat des affaires s'est stabilisé à 87 points en août 2012. Il reste sous le seuil de 100 (moyenne de longue période), à son plus bas niveau depuis début 2010. La consommation des ménages est en léger recul sur le 1er semestre.

### Avis des experts

Pour certains observateurs, comme le cabinet Ernst & Young, il est très probable que l'activité économique se contracte avec le durcissement des conditions de crédit. Michel Martinez,

économiste à la Société Générale à Paris, a confié à l'agence Bloomberg que le déficit commercial de la France se creuse depuis une dizaine d'années déjà et qu'il est évident qu'il s'agit d'une question de compétitivité.

### Risk Index Explication

100	Absence totale de risque : le paiement a lieu à la livraison
101 - 129	Risque faible : mesures de prévention
130 - 149	Intervention nécessaire de réduction des risques
150 - 169	Intervention indispensable de réduction des risques
170 - 200	Intervention d'urgence de réduction des risques

## European Payment Index et Risk Index

Intrum Justitia interroge chaque année plusieurs milliers d'entreprises en Europe, depuis 2000, sur les risques d'impayés, leurs origines et leurs évolutions. Ces informations sont enrichies par des données statistiques et financières et par des analyses d'Intrum Justitia sur les comportements de paiement. L'European Payment Index (EPI) et le Risk Index sont réalisés à partir de l'ensemble de ces données.

## EXPORT

### Principaux pays d'exportation

	Risk Index
Espagne	170
Italie	164
Grande-Bretagne	161
Belgique	157
Allemagne	147
Pays-Bas	153

Vous trouverez de plus amples informations sur ces pays dans le rapport European Payment Index 2012. Pour le recevoir, contactez-nous [information@fr.intrum.com](mailto:information@fr.intrum.com)



### Répartition des créances (%)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Moins de 30 jours	36,2	33,8	35,3	39	42	44	45	47
De 31 à 90 Jours	47,0	47,4	50,3	45	36	36	36	35
Plus de 90 jours	16,8	18,8	14,4	16	22	20	19	18

La répartition des créances a évolué favorablement par rapport à 2011. On peut se féliciter que la proportion des factures payées en moins de 30 jours (à 47%) soit plus haute que jamais depuis 2004.

Le délai effectif moyen de paiement s'est amélioré pour les entreprises (57 jours versus 59 jours en 2011).

Cette première baisse (depuis 2009) est due à la réduction du délai contractuel mais également du retard, qui est certainement liée à la fin des accords dérogoires de la LME le 1 janvier 2012.

Par contre, le délai effectif moyen a augmenté pour le secteur public (65 jours versus 64 jours en 2011) et pour les particuliers (42 jours versus 41 jours en 2011).

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	25	40	44
Délai effectif moyen de paiement en jours	42	57	65
Retard moyen de paiement en jours 2012	17	17	21
Retard moyen de paiement en jours 2011	16	18	20
Retard moyen de paiement en jours 2010	14	18	22
Retard moyen de paiement en jours 2009	19	18	22

L'enquête souligne également que 65% des entreprises interrogées attendent en moyenne 91 jours après la date d'échéance pour recourir à des services professionnels.

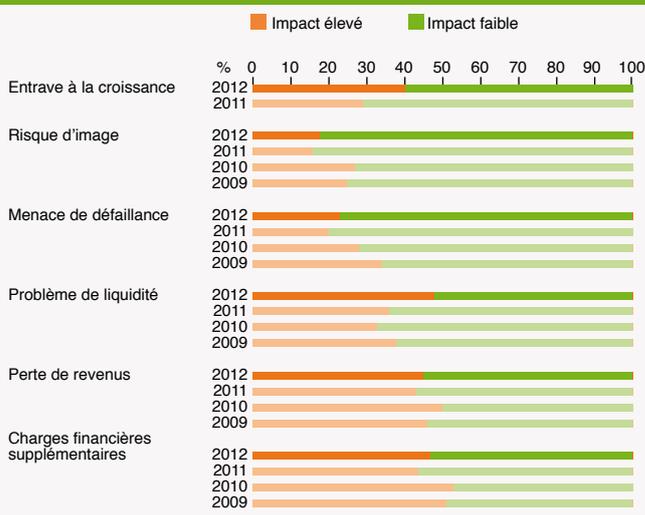
Or, la probabilité de se faire régler au-delà de 90 jours après l'échéance décroît rapidement. Plus particulièrement dans le contexte actuel de tourmente financière, où les entreprises fragiles peuvent déposer le bilan sans préavis.

### Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2008	1.9	
2009	2.1	
2010	2.2	
2011	2.0	
2012	2.0	

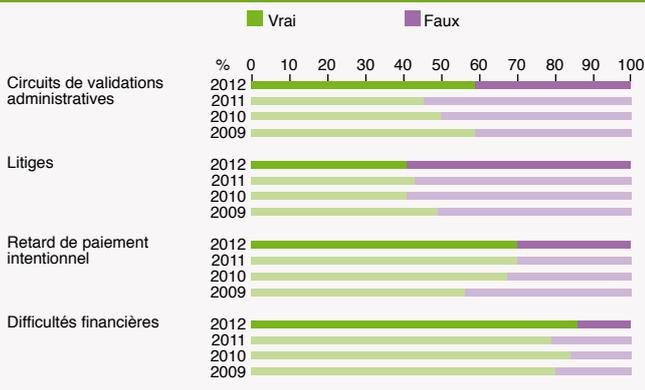
Alors que le taux de pertes sur créances irrécouvrables a encore augmenté en Europe (2.8% versus 2.7% en 2011), il se stabilise à 2% en France. C'est une bonne nouvelle pour les entreprises françaises, compte tenu de l'effort supplémentaire de commercialisation que doivent déployer les entreprises pour contrebalancer l'impact des créances douteuses.

### Conséquences des retards de paiement pour les entreprises 2009-2012



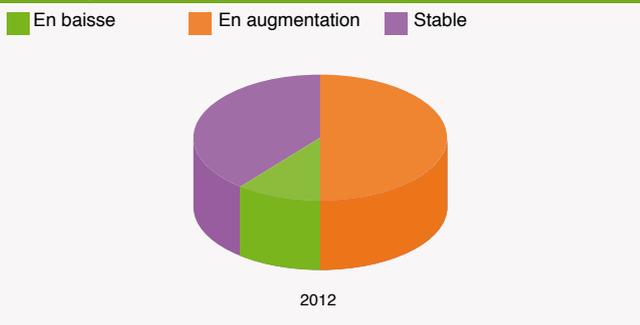
A la question sur les impacts des retards de paiement, 48% des sociétés interrogées mentionnent des problèmes de liquidité (36% en 2011) soit une augmentation de 33% et 40% soulignent une entrave à la croissance (29% en 2011).

## Principales causes de retard de paiement 2009 - 2012



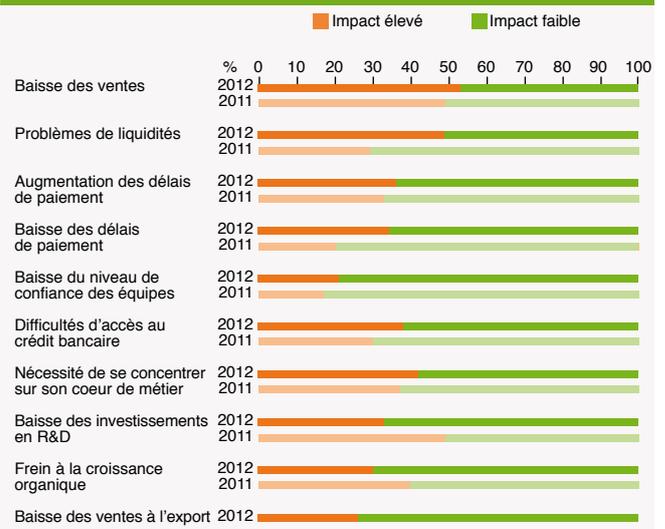
Parmi les entreprises interrogées, 86% (79% en 2011) déclarent que les difficultés financières de leurs clients constituent la raison principale de retard de paiement. C'est un cercle vicieux: une entreprise réglée tardivement risque d'être contrainte, à son tour, de payer en retard (par manque de trésorerie). 59% (en progression de 31% par rapport à 2011) pensent que le retard est dû aux circuits de validations administratives.

## Prévisions sur l'évolution des risques d'impayés dans les 12 prochains mois



La confiance des entreprises se dégrade. Pour 39% des répondants (51% en 2011), le risque de retard de paiement devrait rester stable, tandis que la moitié d'entre eux (38% en 2011) estime qu'il va augmenter.

## Impact de la crise économique 2010 - 2011



53% des sociétés interrogées soulignent que la crise économique a un impact sur les ventes. Et 49% indiquent des problèmes de liquidité (en progression de 69% par rapport à 2011). La baisse des délais de paiement accordés par les fournisseurs s'est généralisée (34% contre 20%) : les entreprises françaises essaient de tenir bon en payant leurs factures le plus tard possible tout en se faisant régler le plus tôt possible.

### Soutien du gouvernement et des banques

Pensez-vous que l'Etat met tout en œuvre pour aider les entreprises à se protéger des retards de paiement ?

Oui	8%
Non	66%
NSP	26%

Etes-vous confiant quant au soutien de votre banque pour accompagner le développement de vos activités ?

Plus confiant	2%
Moins confiant	32%
Pas de changement	66%



### Recommandations

Dans le contexte actuel, nous recommandons vivement aux entreprises les mesures suivantes :

#### Développer la prévention du risque

- Demander le paiement d'acomptes pour les nouveaux clients ou clients à solvabilité tendue
- Piloter la solvabilité des clients de façon continue

#### Accélérer les paiements

- Contacter oralement ou physiquement les clients avant la date d'échéance et vérifier les postes clés de la commande
- Assurer un suivi immédiatement après la date d'échéance
- Accélérer et densifier les relances

#### Utiliser la législation

- Réviser vos conditions contractuelles pour réduire les délais de paiement
- Appliquer les pénalités de retard

#### Externaliser le plus efficacement possible

- Transférer rapidement les non règlements à un professionnel
- Enrichir les données transmises : détails de facturation, contact, téléphone...
- Accélérer le passage au judiciaire compte tenu du contexte économique

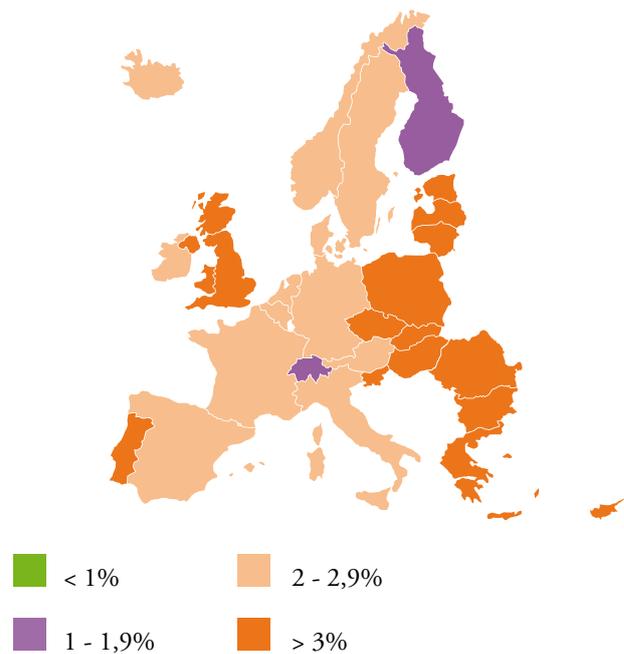
### Résumé de la situation européenne

Un nombre croissant d'entreprises européennes risquent la faillite en raison des problèmes de liquidités, causés par la multiplication des défauts de paiement.

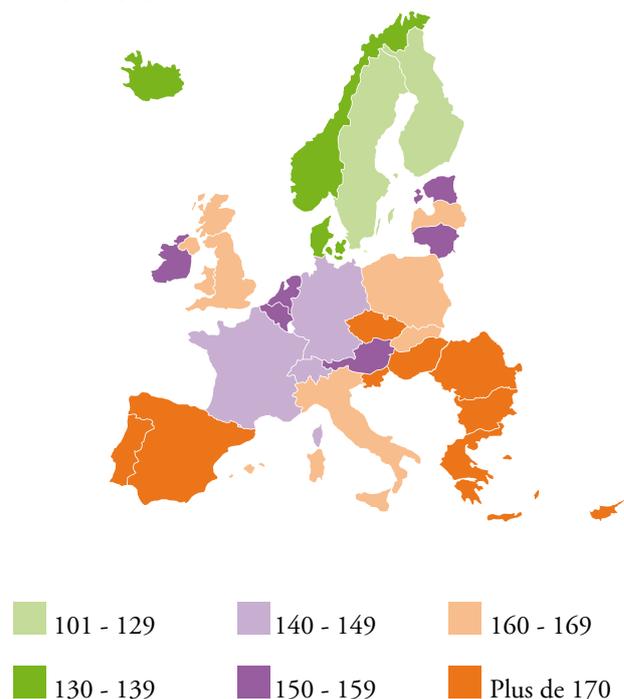
Les pertes atteignent aujourd'hui un montant sans précédent de 340 milliards d'euros – soit l'équivalent de la dette totale de la Grèce ou plus du double du budget annuel de l'Union Européenne.

L'étude souligne également que l'écart se creuse entre les pays du Nord, financièrement plus stables, et ceux du Sud, plus fragiles. Le délai moyen de règlement des transactions interentreprises est de 91 jours dans la région méditerranéenne, contre 33 jours en Europe du Nord, ce qui constitue une entrave majeure aux échanges.

### Taux de pertes sur créances irrécouvrables



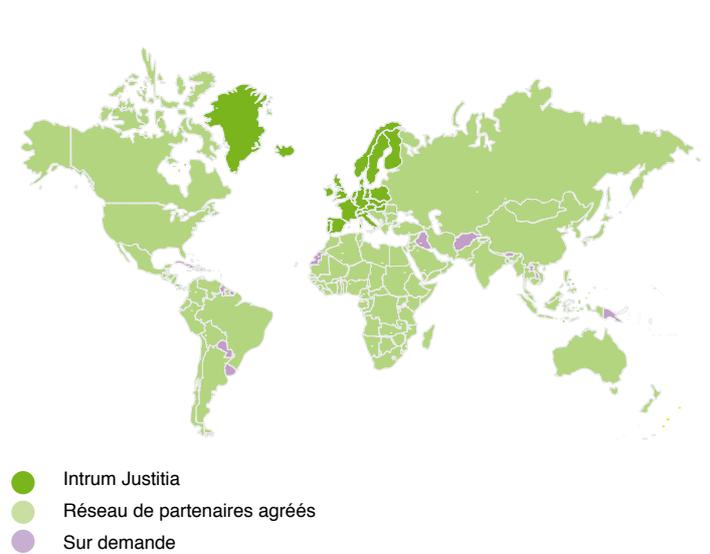
### European payment index



Près de 57 % des sociétés interrogées admettent qu'elles rencontrent des problèmes de liquidités dus aux retards de paiement. Les structures les plus exposées sont les PME européennes, qui jouent un rôle capital dans l'économie du continent. Elles emploient 2 travailleurs sur 3 et constituent le moteur de la croissance, de la création d'emplois et de l'innovation.

Comment mettre fin à cette longue spirale de retards de paiement ? La réponse est évidente : les entreprises doivent parvenir à mieux contrôler leurs finances afin d'éviter les problèmes de liquidités. Toutefois, la réalité est que cet objectif ne peut être atteint que si les gouvernements promulguent des lois visant à accélérer les règlements par l'imposition de taux d'intérêt et de frais légaux, comme cela existe déjà dans les pays nordiques.

**Intrum Justitia offre une solution globale mondiale grâce à ses implantations et à son réseau de partenaires agréés**





**intrum  justitia**

Intrum Justitia - 97 allée Alexandre Borodine - CS 80008 - 69795 SAINT PRIEST CEDEX  
Tél: 0 825 826 001 - [information@fr.intrum.com](mailto:information@fr.intrum.com) - [www.intrum.fr](http://www.intrum.fr)